



# DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



Année : avant le 1er janvier  
1949

Section/parcelle : AE/330/331/332  
N° de lot : Sans objet

## DIAGNOSTICS REALISES

<input checked="" type="checkbox"/> Gaz	<input type="checkbox"/> Surface	<input checked="" type="checkbox"/> Electricité
<input checked="" type="checkbox"/> DPE	<input checked="" type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Assainissement
<input checked="" type="checkbox"/> Plomb	<input checked="" type="checkbox"/> Termites	<input checked="" type="checkbox"/> ERNT

Une Equipe d'Experts Certifiés de Proximité à votre Service

Tél. 05 53 09 77 43 - Fax : 05 53 09 77 51 - Email : [apg.diag@orange.fr](mailto:apg.diag@orange.fr)

Ce dossier contient 63 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.  
Edition en 3 exemplaires.

Siège Social : 109, rue Louis Blanc 24000 PERIGUEUX. Tel : 05 53 09 77 43. Fax : 05 53 09 77 51. RCS PERIGUEUX 448 284 224  
Capital : SARL au capital de 7700 euros. Code APE : 7120B. N°TVA Intracommunautaire: FR64448284224000 20



## SYNTHESE DES DIAGNOSTICS

### Gaz

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

### DPE

Frais annuels d'énergie : 3232,00 euro  
Etiquette énergie : C  
Etiquette GES : D

### Plomb

- Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures n'a pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb

### Amiante







Dans le cadre de cette mission :  
Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante.

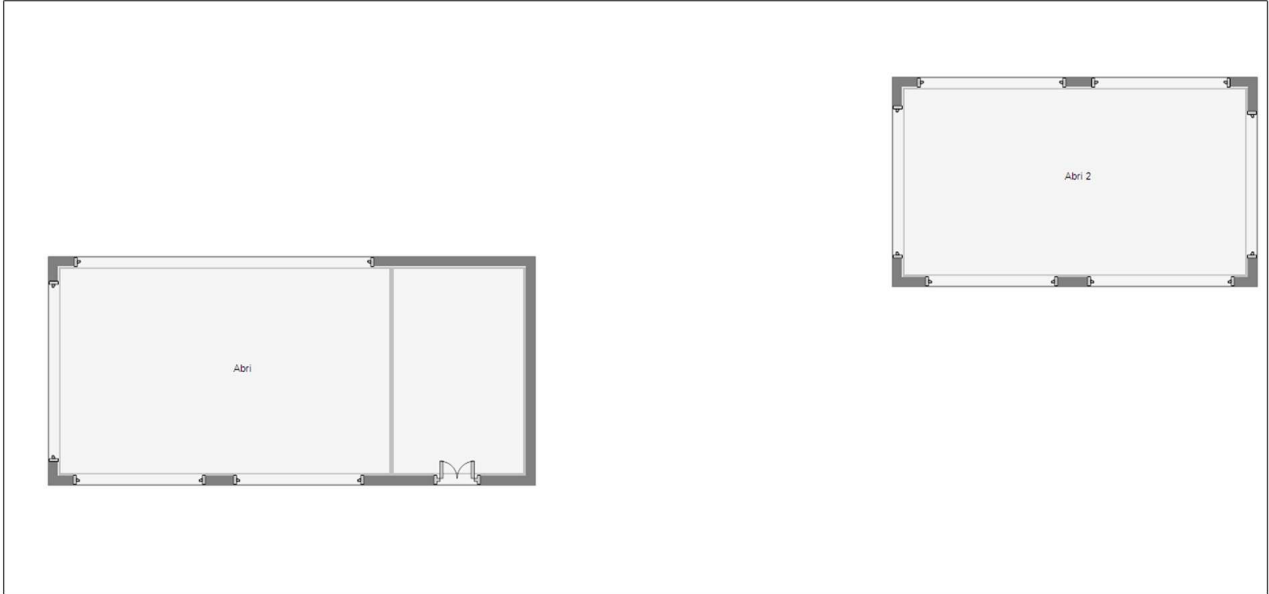
### Termites

Absence d'indices d'infestation de termites dans le bâti  
Des constatations diverses ont été formulées

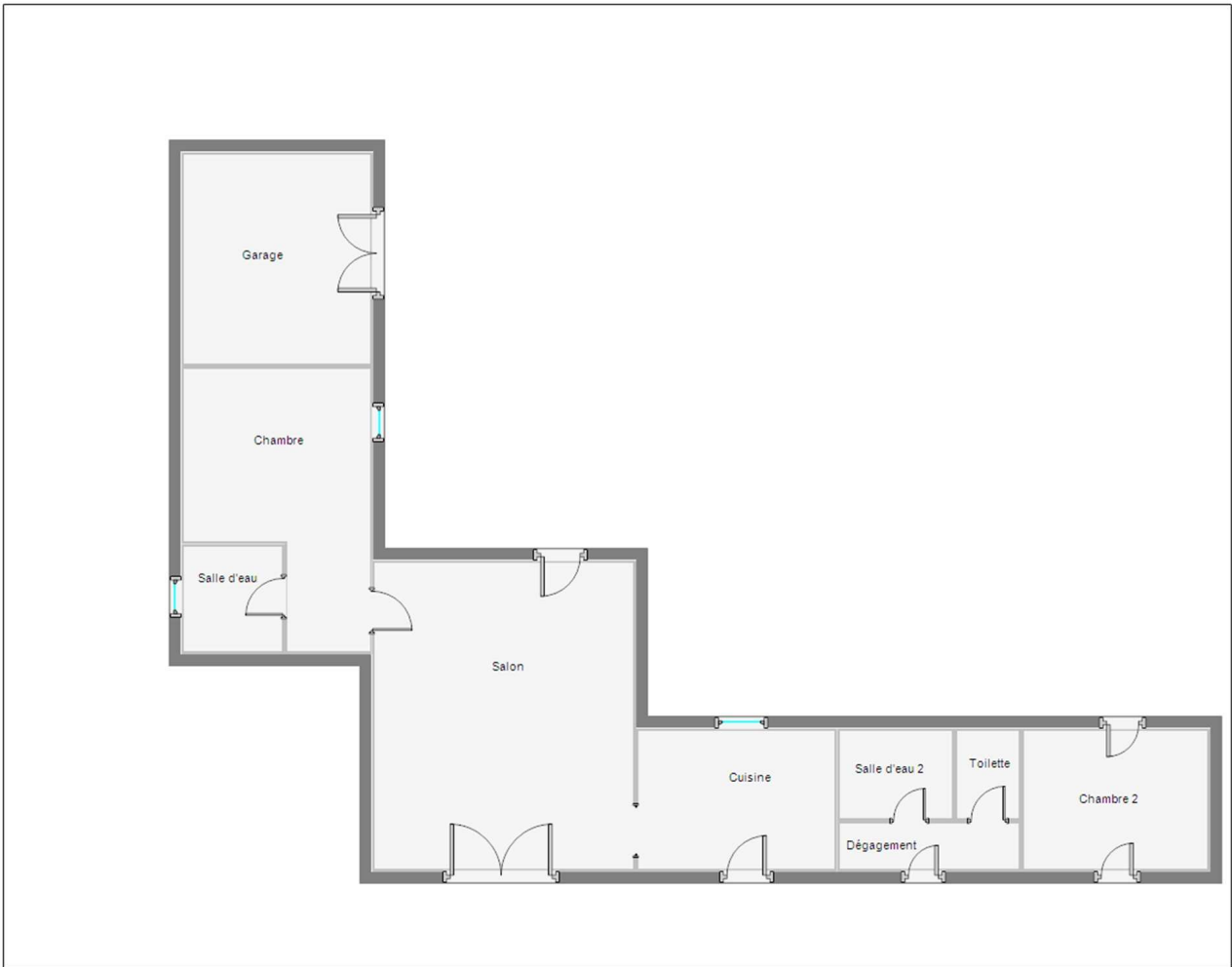
### Electricité

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
- Il n'y a aucune installation électrique.

-  Locaux inaccessibles. → Sens de la visite.  Absence d'amiante.
-  Matériaux contenant de l'amiante détectés après analyse.  Amiante non détecté suite à analyse.
-  Matériaux contenant de l'amiante détectés sur décision de l'opérateur.
-  Matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.



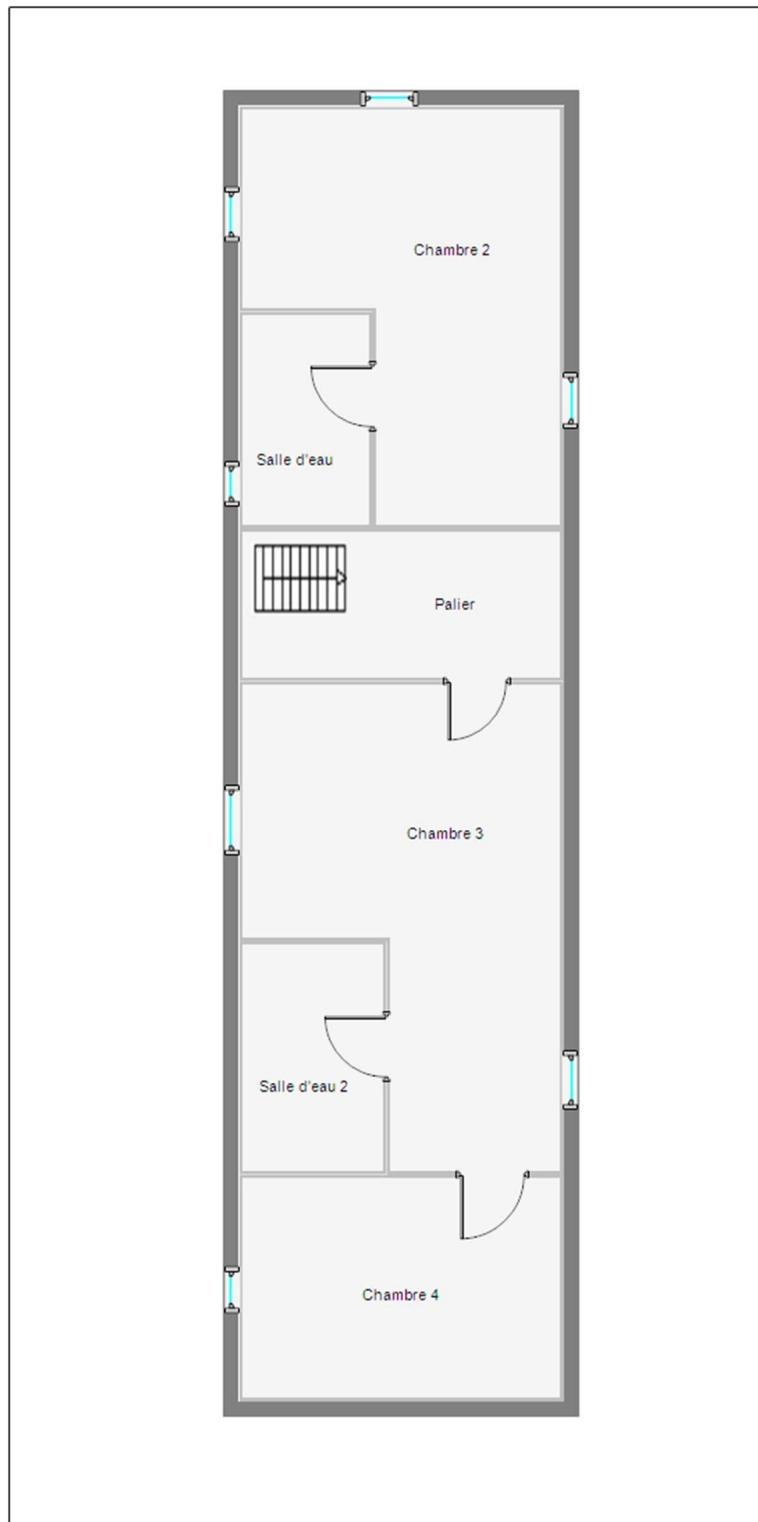
**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 0 - Dépendance**



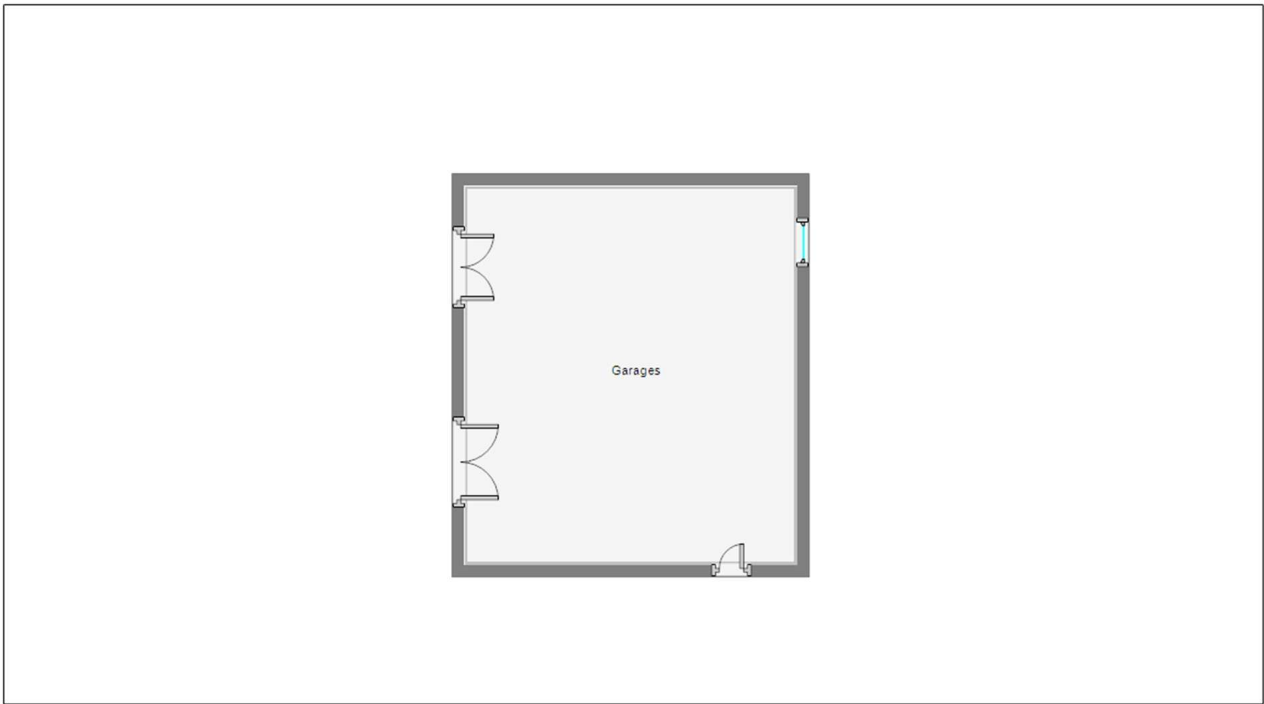
**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 0 - Gîte la bergerie**



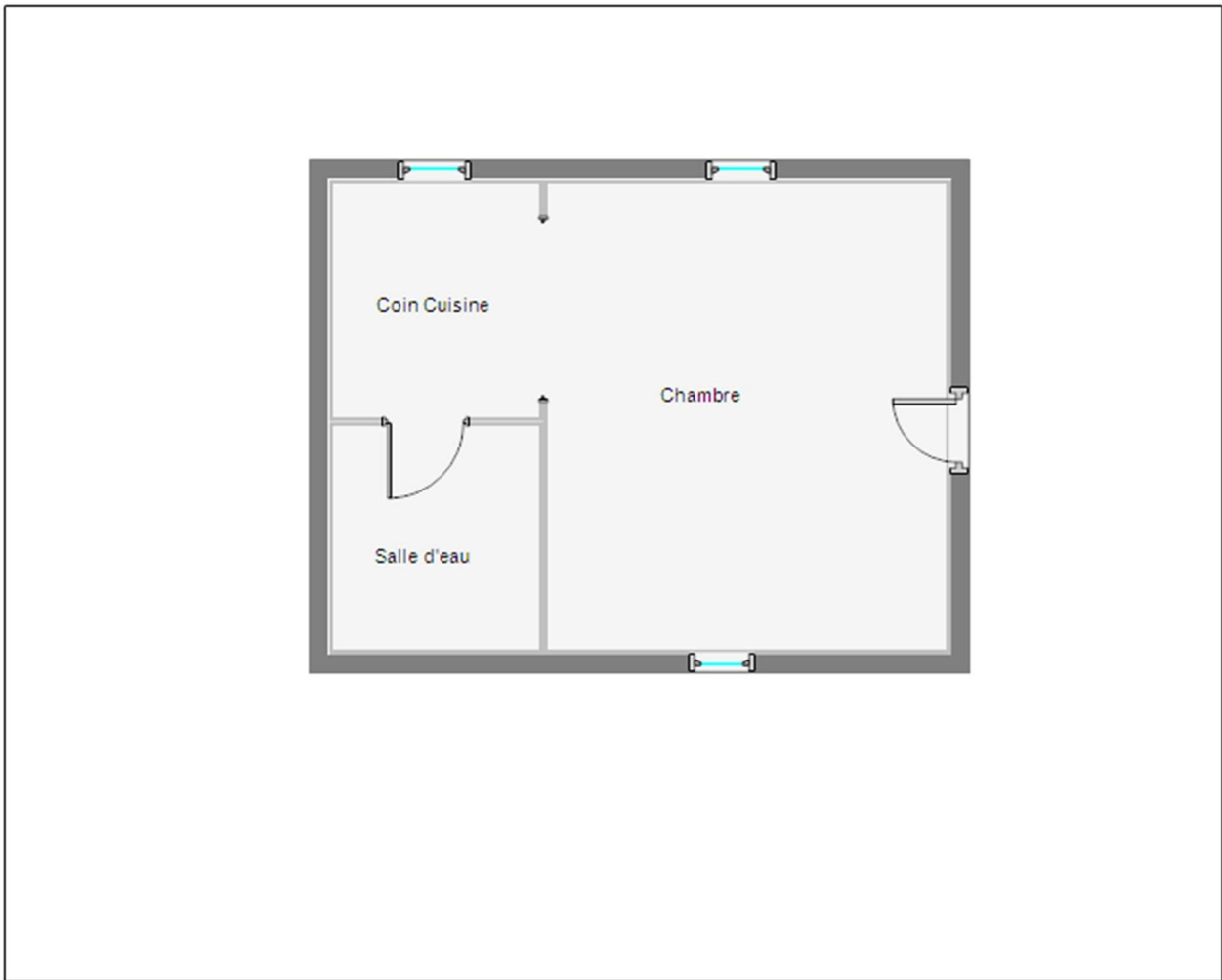
**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 0 - Gîte la ferme**



**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 1 - Gîte la ferme**

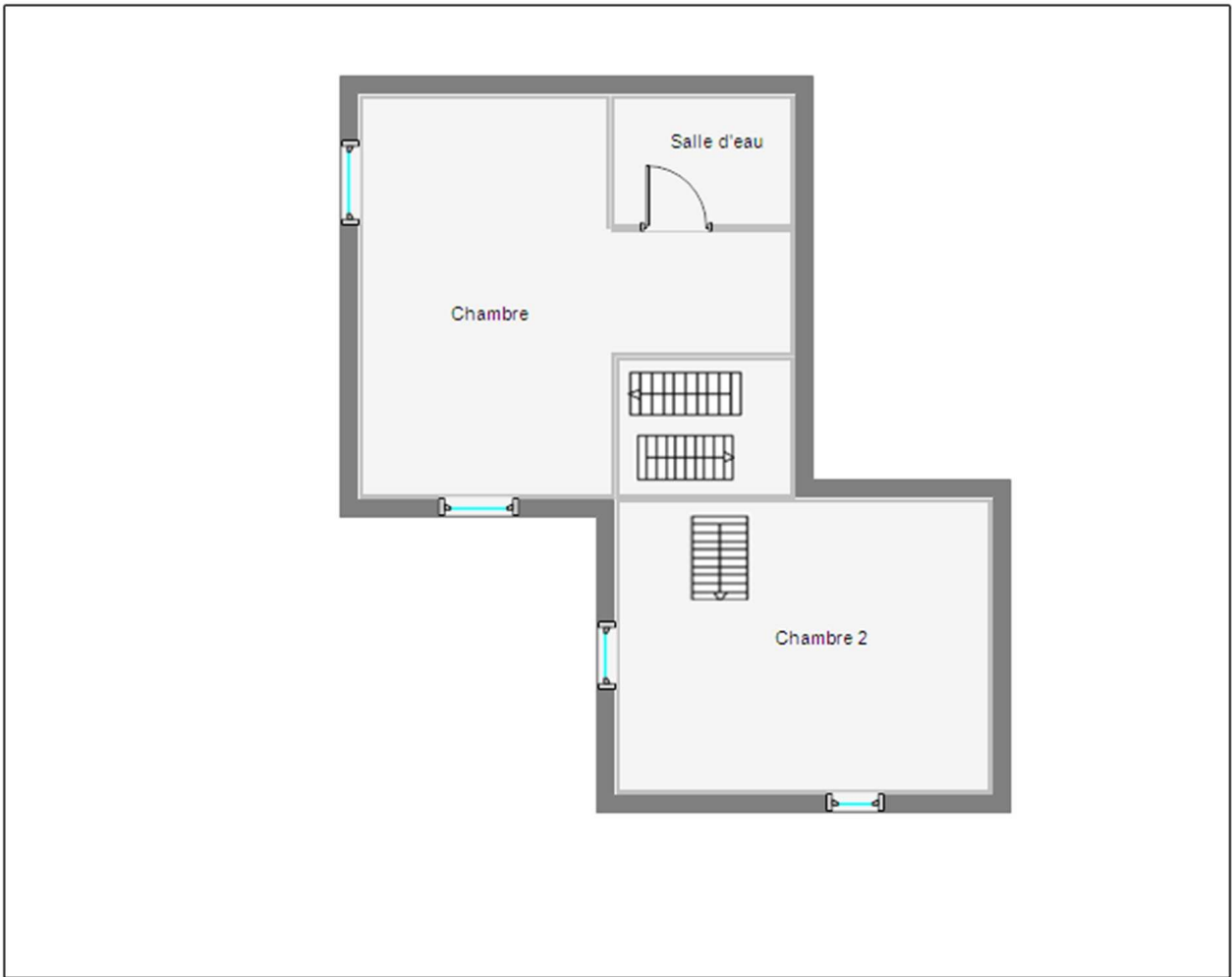


**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 0 - Gîte le jardinier**

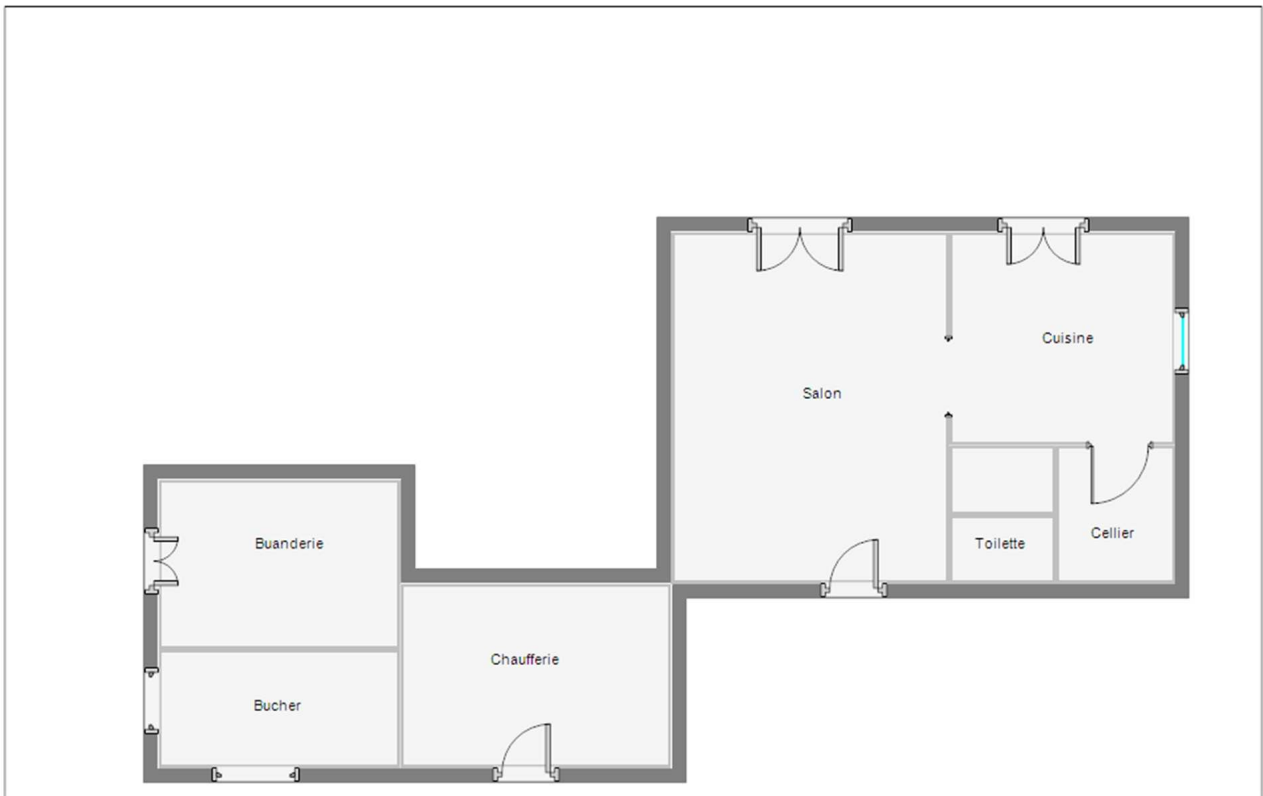


**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 1 - Gîte le jardinier**

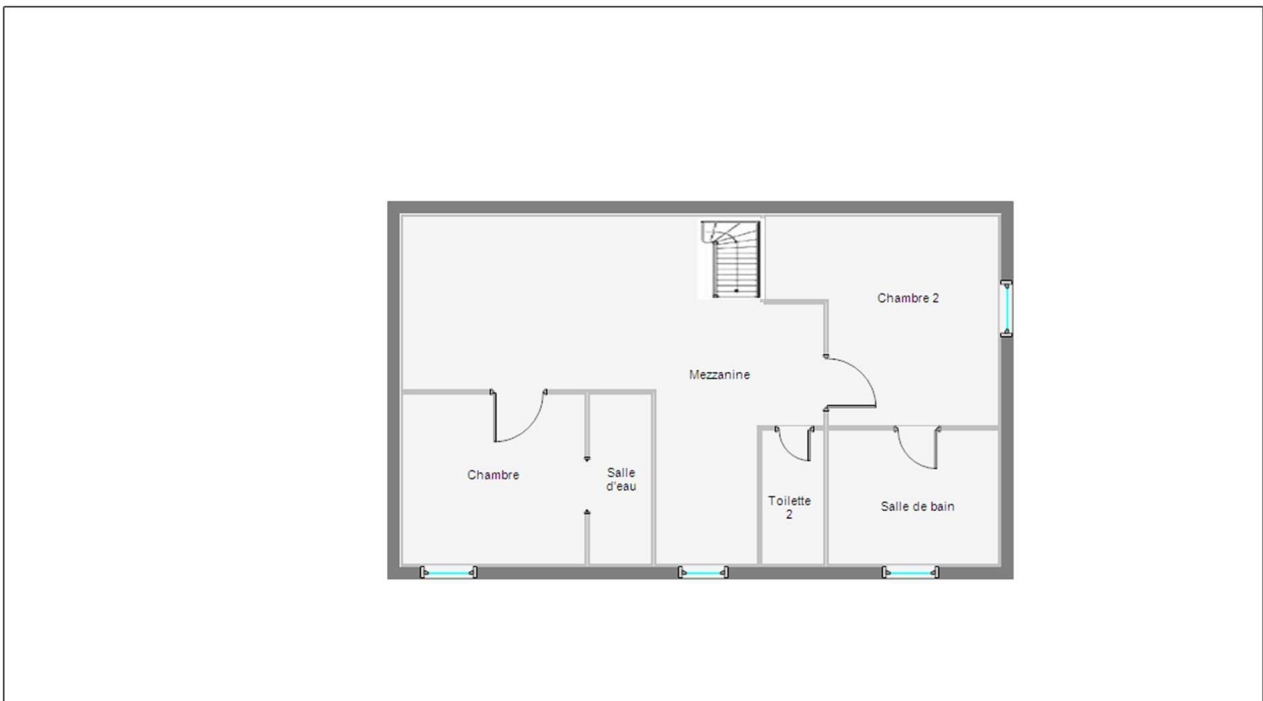




**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 1 - Gîte les vigneron**



**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 0 - Habitation principale**



**M. RAAFLAUB Urs**  
**Maison - Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**  
**Niveau 1 - Habitation principale**



## ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

Selon l'arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 en application des dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz et l'arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



## CONCLUSION

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

Durée de validité du rapport : 3 ans

Fait à PERIGUEUX  
Le mardi 4 novembre 2014  
par **Olivier Château-Raynaud**



Suivant la norme AFNOR NP P45-500 de janvier 2013

**Ce rapport contient 6 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.  
Edition en 3 exemplaires.**



## Sommaire

A. Désignation du ou des bâtiments.....	2
B. Désignation du propriétaire.....	2
C. Désignation de l'opérateur de diagnostic.....	3
D. Identification des appareils.....	3
E. Anomalies identifiées.....	3
F. Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs.....	4
G. Constatations diverses.....	5
H. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI.....	5
I. Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c.....	5
J. Annexes.....	5

### **IMPORTANT**

Ce rapport est destiné à être produit lors de la signature d'une promesse de vente ou d'acquisition d'un bien immobilier. Suivant la norme NF P45-500, « la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée. La responsabilité de l'opérateur ayant réalisé le diagnostic se limite aux points effectivement vérifiés, les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation » : veuillez consulter les chapitres concernant les locaux non visités et les points de contrôles non vérifiables.

## **A. DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS**

Code postal	: 24170	Commune : SAINT LAURENT LA VALLEE
Adresse	: Domaine Lou Couder	
JUILLAC		
Accès	:	
Référence cadastrale	: Section : AE	Cadastre : 330/331/332
Désignation et situation du ou des lots de copropriété :		
En copropriété	: Non	
N° de lots	:	
Type de bâtiment	: Maison / habitation	
Visite réalisée	: entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10	

### **GPL Bouteilles**

Nature du gaz distribué	: GPL
Distributeur de gaz	: ANTARGAZ
Installation alimentée en gaz	: <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Présence d'un compteur en fonctionnement	

## **B. DESIGNATION DU PROPRIETAIRE**

- Désignation du propriétaire de l'installation intérieure de gaz :

Nom : M. RAAFLAUB  
Prénom : Urs  
Adresse : Domaine Lou Couder  
JUILLAC - 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

- Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Nom : M. RAAFLAUB  
Prénom : Urs  
Adresse : Domaine Lou Couder  
JUILLAC - 24170 - SAINT LAURENT LA VALLEE

- Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Installation : GPL Bouteilles  
Nom : M. RAAFLAUB  
Prénom : Urs  
Adresse : Domaine Lou Couder  
JUILLAC - 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE N° de téléphone : 0 553594851



Numéro de point de livraison gaz ou  Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres, ou  à défaut le numéro de compteur : NC

### C. DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

• Identité de l'opérateur de diagnostic :  
 Nom: **Olivier Chateau-Raynaud**  
 Raison sociale et nom de l'entreprise : **SARL APG**  
 Adresse : 109, rue Louis Blanc 24000 PERIGUEUX  
 Numéro SIRET : 448 284 224 00020

Désignation de la compagnie d'assurance  
 Numéro de police et date de validité : **GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE N°AL 441804 valide ju squ'au 31/12/2014**

Certification de compétence délivrée par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION  
 60 avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS LA DEFENSE  
 N° de certification et limite de validité : n°25593 60 délivré par Bureau Veritas Certification valable jusqu'au 16/04/2018

Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : NF P45-500


### D. IDENTIFICATION DES APPAREILS

Genre (1), Marque Modèle	Type (2)	Puissance en kw	Installation	Localisation	Observations anomalie, débit calorifique, taux de Co mesuré(s), motifs de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné
Table de cuisson inconnue Inconnu	A-Non Raccordé		GPL Bouteilles	Habitation principale/Cuisine	Anomalie : A2 Appareil en service Alimenté en GPL


(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eau, chaudière, radiateur...  
 (2) Non raccordé - Raccordé - Etanche.


### E. ANOMALIES IDENTIFIEES


#### CONTRÔLE DE L'INSTALLATION

GPL Bouteilles		
Pt. de contrôle (3)	A1 (4), A2 (5) ou DGI (6)	Risque
C6.7d4	A1	fuite de gaz à travers une lyre détériorée (par exemple : fissures, craquelures).
<b>Anomalie :</b> La lyre GPL en caoutchouc armé a une date limite d'utilisation non lisible ou dépassée.  <b>Préconisations :</b> Remplacer la lyre par une lyre conforme "NF GAZ" n'excédant pas 0,70m.		<b>Photos :</b> 

#### CONTRÔLE DES APPAREILS

Appareil : Table de cuisson- inconnue- Inconnu			
Pt. de contrôle (3)	A1 (4), A2 (5) ou DGI (6) 32c (7)	Pièce/ Local	Risque
C15.20.1	A1	Habitation principale/Cuisine	Risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) causée par une mauvaise évacuation des produits de combustion.
<b>Anomalie :</b> Le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation n'est pas pourvu de sortie d'air.			<b>Photos :</b> 
<b>Préconisations :</b> Ajouter une sortie d'air dans le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation.			

Appareil : Table de cuisson- inconnue- Inconnu			
Pt. de contrôle (3)	A1 (4), A2 (5) ou DGI (6) 32c (7)	Pièce/ Local	Risque
C10.14	A1	Habitation principale/Cuisine	Fuite de gaz consécutive à des fissures ou craquelures.
<b>Anomalie :</b> La date limite d'utilisation du tuyau d'alimentation n'est pas lisible ou est dépassée.			<b>Photos :</b> 
<b>Préconisations :</b> Changer le tuyau flexible de raccordement en gaz dont la date d'utilisation est dépassée.			

Appareil : Table de cuisson- inconnue- Inconnu			
Pt. de contrôle (3)	A1 (4), A2 (5) ou DGI (6) 32c (7)	Pièce/ Local	Risque
C14.19.1	A2	Habitation principale/Cuisine	Risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) causée par une mauvaise combustion.
<b>Anomalie :</b> le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation n'est pas pourvu d'une amenée d'air.			<b>Photos :</b> 
<b>Préconisations :</b> Ajouter l'amenée d'air.			

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : l'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

(5) A2 : l'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI (danger grave et immédiat) : l'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

## F. IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Locaux et parties d'ouvrages non visités : NEANT



## G. CONSTATATIONS DIVERSES

Conformément aux règles élémentaires de sécurité et d'usage concernant les installations intérieures gaz, il est de la responsabilité du propriétaire de faire contrôler la vacuité des conduits de fumées et de faire entretenir régulièrement l'installation par un professionnel qualifié.

**Installation : GPL Bouteilles**

- Absence de contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation par lecture de débit, mais certains raccords ont été vérifiés à l'aide d'un produit moussant.

- L'installation ne comporte aucune anomalie.  
 L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.  
 L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.  
 L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.

Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

## H. ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Non concerné : Aucune anomalie DGI n'a été trouvée

## I. ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Non concerné : Aucune anomalie 32c n'a été trouvée

## J. ANNEXES

### Annexes réglementaires

**Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 en application des dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz**

**Décret 2008-1231 du 27 novembre 2008 relatif à la prévention des intoxications par le monoxyde de carbone**

**Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz**

**Arrêté du 25 avril 1985 relatif à la vérification et à l'entretien des installations collectives de ventilation mécanique contrôlée gaz (VMC GAZ)**

**Arrêté du 02/08/1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances (JO du 24 août 1977).**



## **Décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments :**

« Art. R. 134-6. – L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances. »

« Art. R. 134-7. – L'état de l'installation intérieure de gaz décrit, au regard des exigences de sécurité :

a) L'état des appareils fixes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire ou mettant en œuvre un moteur thermique, alimentés par le gaz ;

b) L'état des tuyauteries fixes d'alimentation en gaz et leurs accessoires ;

c) L'aménagement des locaux où fonctionnent les appareils à gaz, permettant l'aération de ces locaux et l'évacuation des produits de combustion. L'état est réalisé sans démontage d'éléments des installations. Il est établi selon un modèle défini par arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie. »

« Art. R. 134-8. – Pour réaliser l'état de l'installation intérieure de gaz, il est fait appel à une personne répondant aux conditions de l'article L. 271-6 et de ses textes d'application. »

« Art. R. 134-9. – Lorsqu'une installation intérieure de gaz modifiée ou complétée a fait l'objet d'un certificat de conformité visé par un organisme agréé par le ministre chargé de l'industrie en application du décret no 62-608 du 23 mai 1962 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible, ce certificat tient lieu d'état de l'installation intérieure de gaz prévu par l'article L. 134-6 s'il a été établi depuis moins de trois ans à la date à laquelle ce document doit être produit. »

**Art. 3.** – Un diagnostic réalisé avant l'entrée en vigueur du présent décret dans le cadre d'opérations organisées par des distributeurs de gaz et dont la liste est définie par arrêté du ministre chargé de l'énergie est réputé équivalent à l'état de l'installation intérieure de gaz prévue à l'article L. 134-6, s'il a été réalisé depuis moins de trois ans à la date à laquelle il doit être produit.

## **Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz**

« Art. 1er. – L'état de l'installation intérieure de gaz est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances en respectant les exigences méthodologiques suivantes :

– préalablement à son intervention, l'opérateur de diagnostic identifie le client, collecte les informations concernant le bâtiment et s'assure lors de la prise de rendez-vous qu'il pourra avoir accès aux locaux; il s'assure auprès du client que celui-ci l'autorise à prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens;

– lors de la visite, l'opérateur de diagnostic examine l'installation intérieure de gaz, telle que définie par l'arrêté du 2 août 1977 susvisé, et notamment la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion, si l'installation est alimentée en gaz;

– les anomalies constatées à l'occasion de la visite doivent être signalées au client.  
L'application de normes ou de spécifications techniques relatives à l'état des installations de gaz, en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, reconnues par le ministère en charge de la sécurité du gaz, est résumée satisfaisante aux exigences méthodologiques susmentionnées. »

« Art. 2. – En complément des exigences méthodologiques définies à l'article 1er, la personne physique ou morale visée à l'article R. 271-1 du code de la construction et de l'habitation :

– met en place et assure la pérennité d'un système d'enregistrement et d'archivage de l'ensemble des documents relatifs à son activité;

– apporte les réponses appropriées aux réclamations ou plaintes qui lui sont adressées;

– assure, par une maintenance régulière, la pérennité des caractéristiques techniques et, le cas échéant, métrologiques de l'appareillage utilisé pour la réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz. »

« Art. 3. – L'état de l'installation intérieure de gaz donne lieu à la rédaction d'un rapport établi, en langue française, suivant le modèle fourni en annexe 1 du présent arrêté. »

« Art. 4. – Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction et la directrice de l'action régionale, de la qualité et de la sécurité industrielle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. »





## RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

SELON L'ANNEXE 6.2 DE L'ARRETE DE REFERENCE

Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



### RESULTATS DPE

Frais annuels d'énergie : 3232,00 euro

Etiquette énergie : C

Etiquette GES : D

En raison d'absences significatives pendant la période de chauffage, les résultats des consommations réelles sont sous-estimés par rapport à la réalité.

Certification diagnostic de performance énergétique : N°2559360 valide jusqu'au 17/11/2018

Fait à PERIGUEUX

Le mardi 4 novembre 2014

par **Olivier Chateau-Raynaud**



**Ce rapport contient 15 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.  
Edition en 3 exemplaires.**

Siège Social : 109, rue Louis Blanc 24000 PERIGUEUX. Tel : 05 53 09 77 43. Fax : 05 53 09 77 51. RCS PERIGUEUX 448 284 224  
Capital : SARL au capital de 7700 euros. Code APE : 7120B. N°TVA Intracommunautaire: FR64448284224000 20



# Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

N° : 1424V2001779V  
 Valable jusqu'au : 03/11/2024  
 Type de bâtiment : Maison individuelle  
 Année de construction : Avant 1948  
 Surface habitable : 414,00 m<sup>2</sup>  
 Adresse : Domaine Lou Couder  
 JUILLAC  
 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

Date : 04/11/2014 Date de visite : 04/11/2014  
 Diagnostiqueur : Olivier Chateau-Raynaud  
 109, rue Louis Blanc - 24000 PERIGUEUX  
 Numéro certification : 2559360  
 Signature :

**Propriétaire :**  
 Nom : M. Urs RAAFLAUB  
 Adresse : Domaine Lou Couder  
 JUILLAC - 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

**Propriét. des installations communes (s'il y a lieu) :**  
 Nom :  
 Adresse :

## Consommations annuelles par énergie

obtenues au moyen des factures d'énergie des années 2011/2013

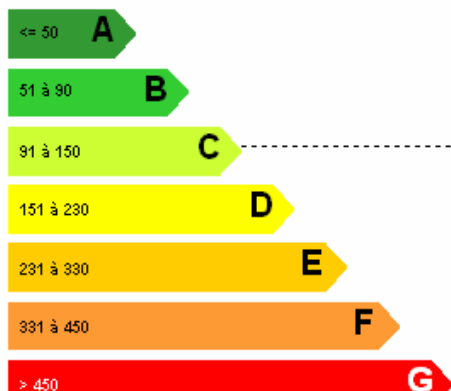
	Moyenne annuelle des consommations	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par énergie dans l'unité d'origine	Détail par énergie et par usage en kWh <sub>EF</sub>	Détail par usage en kWh <sub>EP</sub>	
<b>Chauffage</b>	Fioul domestique : 2994,67 l	Fioul : 29856,83 kWh <sub>EF</sub>	29856,83 kWh <sub>EP</sub>	<b>2644,00 €</b>
<b>Eau chaude sanitaire</b>	Electricité : 6582 kWh	Electricité : 6582,00 kWh <sub>EF</sub>	16981,56 kWh <sub>EP</sub>	<b>588,00 €</b>
<b>Refroidissement</b>				
<b>CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE POUR LES USAGES RECENSES</b>	Electricité : 6582 kWh Fioul domestique : 2994,67 l	Electricité : 6582,00 kWh <sub>EF</sub> Fioul : 29856,83 kWh <sub>EF</sub>	46838,39 kWh <sub>EP</sub>	<b>3232,00 €</b> Abonnements compris

### Consommations énergétiques (en énergie primaire) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Consommation réelle : 113,1 kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an

sur la base d'estimations au logement

Logement économe



Logement

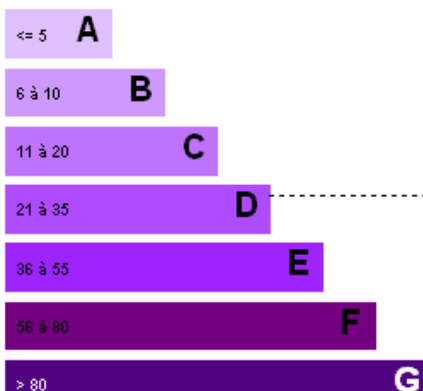
**113,1**  
kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an

Logement énergivore

### Emissions de gaz à effet de serre (GES) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Estimation des émissions : 23 kg éqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an

Faible émission de GES



Logement

**23,0**  
kg éqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an

Forte émission de GES



# Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

## Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
<b>Murs :</b> - Mur en pierre de taille/moellons Ep 70cm non isolé	<b>Système de chauffage :</b> - Chaudière fioul standard depuis 1994	<b>Système de production d'ECS :</b> - Production ECS Electrique
<b>Toiture :</b> - Combles aménagés sous rampant présence d'isolation inconnue	<b>Emetteurs :</b> - Radiateur HT avec robinet therm.	<b>Système de ventilation :</b> - Ventilation par ouverture des fenêtres
<b>Menuiseries :</b> - PF. ss Soub. PVC double vitr.(VNT) argon 16mm Avec ferm. - Fen.Bat. PVC double vitr.(VNT) argon 16mm Sans ferm. - Fen.Bat. Bois double vitr.(VNT) air 12mm Sans ferm. - PF. Av Soub. Bois double vitr.(VNT) air 12mm Avec ferm. - Fen.Bat. Bois simple vitr.(VNT) Sans ferm. - Porte opaque pleine simple en bois - Porte en PVC avec double vitrage - Porte en métal avec 30% à 60% double vitrage	<b>Système de refroidissement :</b>	
<b>Plancher bas :</b> - Plancher sur terre-plein - Plancher entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé	<b>Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint :</b> Non	
<b>Énergies renouvelables</b>	Quantité d'énergie d'origine renouvelable:	<b>kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an</b>
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables :		
<b>Pourquoi un diagnostic</b> - Pour informer le futur locataire ou acheteur ; - Pour comparer différents logements entre eux ; - Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.	<b>Énergie finale et énergie primaire</b> L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.	
<b>Usages recensés</b> Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.	L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.	
<b>Constitution de l'étiquette énergie</b> La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquée par les compteurs ou les relevés.	<b>Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie</b> Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic. Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.	
	<b>Énergies renouvelables</b> Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.	

## Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

### Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

#### **Chauffage**

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors-gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

#### **Eau chaude sanitaire**

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

#### **Aération**

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

#### **Confort d'été**

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

#### **Autres usages**

##### **Eclairage :**

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussières, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

##### **Bureautique / audiovisuel :**

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

##### **Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :**

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).



## Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

### Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Crédit d'impôt
Isolation plancher en sous face	15
S'assurer que la hauteur sous plafond soit suffisante Pour bénéficier du crédit d'impôt 2012, choisir un isolant avec $R = 3 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ .	
Installation solaire	11
A envisager si la toiture est orientée entre le sud-est et le sud-ouest, sans masque	
Chaudière à condensation	10
Les radiateurs doivent être adaptés au type de chaudière (type "chaleur douce") pour que le rendement soit optimum.	
Isolation Plafond Combles	15
Isolation de la toiture, en veillant à ce que l'isolation soit continue sur toute la surface du plancher. Pour bénéficier du crédit d'impôt 2012, choisir un isolant avec $R = 7 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ .	

#### Commentaires :

En raison d'absences significatives pendant la période de chauffage, les résultats des consommations réelles sont sous-estimés par rapport à la réalité.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! <http://www.impots.gouv.fr>

Pour plus d'informations : <http://www.developpement-durable.gouv.fr> ou <http://www.ademe.fr>

**Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par:**  
**BUREAU VERITAS CERTIFICATION**  
60 avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS LA DEFENSE

certification: 2559360

**Assuré par GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE**

78 rue Victor Hugo  
24000 PERIGUEUX

N° AL 441804



## ANNEXE 8

**FICHE TECHNIQUE POUR LES DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE REALISES SUIVANT LA METHODE DES CONSOMMATIONS ESTIMEES**

Référence du logiciel validé : DPEWIN version V4

Référence du DPE : 1424V2001779V

# Diagnostic de performance énergétique

fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.  
En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (<http://diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr>).

**Généralités****Généralités**

Département	24
Altitude	350 m
Type de bâtiment	Maison individuelle
Année de construction	Avant 1948
Surface habitable	414,00 m <sup>2</sup>

**Systemes****Systemes** – Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire

Code	Description	Caractéristique	Valeur
	Production ECS Electrique individuelle	BECS	3934,079
	Production à accumulation	Fecs	0,000
	2 ballons de 300 litres verticaux	Rd	0,850
	Production dans le volume habitable	Rs	0,703
	Les pièces desservies sont non contiguës	Rg	1,000
		Iecs	1,673



Explication des écarts possibles entre les consommations issues de la simulation conventionnelle et celles issues des consommations réelles :

Le DPE a pour principal objectif d'informer sur la performance énergétique des bâtiments. Cette information communiquée doit ensuite permettre de comparer objectivement les différents bâtiments entre eux.

Si nous prenons le cas d'une maison individuelle occupée par une famille de 3 personnes, la consommation de cette même maison ne sera pas la même si elle est occupée par une famille de 5 personnes. De plus, selon que l'hiver aura été rigoureux ou non, que la famille se chauffe à 20°C ou 22°C, les consommations du même bâtiment peuvent significativement fluctuer. Il est dès lors nécessaire dans l'établissement de ce diagnostic de s'affranchir du comportement des occupants afin d'avoir une information sur la qualité énergétique du bâtiment. C'est la raison pour laquelle l'établissement du DPE se fait principalement par une méthode de calcul des consommations conventionnelles qui s'appuie sur une utilisation standardisée du bâtiment pour des conditions climatiques moyennes du lieu.

Les principaux critères caractérisant la méthode conventionnelle sont les suivants :

- en présence d'un système de chauffage dans le bâtiment autre que les équipements mobiles et les cheminées à foyer ouvert, toute la surface habitable du logement est considérée chauffée en permanence pendant la période de chauffe ;
- les besoins de chauffage sont calculés sur la base de degrés-heures moyens sur 30 ans par département. Les degrés-heures sont égaux à la somme, pour toutes les heures de la saison de chauffage pendant laquelle la température extérieure est inférieure à 18°C, de la différence entre 18°C et la température extérieure. Ils prennent en compte une inoccupation d'une semaine par an pendant la période de chauffe ainsi qu'un réduct des températures à 16°C pendant la nuit de 22h à 6h ;
- aux 18°C assurés par l'installation de chauffage, les apports internes (occupation, équipements électriques, éclairage, etc.) sont pris en compte à travers une contribution forfaitaire de 1°C permettant ainsi d'atteindre la consigne de 19°C ;
- le besoin d'ECS est forfaitisé selon la surface habitable du bâtiment et le département.

Ces caractéristiques du calcul conventionnel peuvent être responsables de différences importantes entre les consommations réelles facturées et celles calculées avec la méthode conventionnelle. En effet, tout écart entre les hypothèses du calcul conventionnel et le scénario réel d'utilisation du bâtiment entraîne des différences au niveau des consommations. De plus, certaines caractéristiques impactant les consommations du bâtiment ne sont connues que de façon limitée (par exemple : les rendements des chaudières qui dépendent de leur dimensionnement et de leur entretien, la qualité de mise en oeuvre du bâtiment, le renouvellement d'air dû à la ventilation, etc.).

	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement quand un DPE a déjà été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble		Appartement avec système collectif de chauffage et de production d'ECS	
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr), rubrique performance énergétique

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)



# CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB  
RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE

ETABLI LE ENTRE LE 04/11/14 12:08 ET 04/11/14 12:10

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



## CONCLUSION

**Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures n'a pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb**

Durée de validité du rapport : Le présent rapport ne nécessite pas d'actualisation

Fait à PERIGUEUX  
Le mardi 4 novembre 2014  
par **Olivier Chateau-Raynaud**







Résultat du constat de risque d'exposition au plomb.....9  
Objet de la mission.....10  
Appareil à fluorescence X .....11  
Locaux non visités et visités.....11  
Etat de conservation des revêtements contenant du plomb .....11  
Annexes.....11

**RESULTAT DU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB**

Observations : **Maison et gîtes entièrement rénovés après le 01/01/1949, ne nécessitant aucune mesure de fluorescence X**

Classes d'unités de diagnostic / Exclusions (UD=Unité de diagnostic)	Nb	%
UD de Classe 3 : Dégradé	0	
UD de Classe 2 : Etat d'usage	0	
UD de Classe 1 : Non visible ou non dégradé	0	
UD de Classe 0 : < 1 mg/cm <sup>2</sup>	0	
Unités de diagnostic exclues	0	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>100.0%</b>

*Facteurs de dégradation du bâti*

- cas 1. Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;
- cas 2. L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;
- cas 3. Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré ;
- cas 4. Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce ;
- cas 5. Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouverts de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

Absence d'enfant mineur de moins de 6 ans.



## OBJET DE LA MISSION

RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE

### 1.1. DESCRIPTION DE LA MISSION

DONNEUR D'ORDRE	NOTAIRE
<b>Nom</b> : M. RAAFLAUB Urs  <b>Adresse</b> : Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 - SAINT LAURENT LA VALLEE <b>Tel</b> : 0553594851	<b>Nom</b> :  <b>Adresse</b> : - <b>Tel</b> :

<b>ADRESSE DU BIEN VISITE : DOMAINE LOU COUDER            JUILLAC            24170 SAINT LAURENT LA VALLEE</b>	
Accès : Type : Maison Usage : habitation Date de construction : avant le 1er janvier 1949 <b>Nombre de Niveaux</b> : Supérieurs : 2 niveau(x) Inférieurs : aucun niveau inférieur	Partie : Partie Privative Caractéristiques : Jardin Section/parcelle : AE/330/331/332  <b>En copropriété</b> : Non Lots :

Cette mission a été réalisée par notre technicien **Olivier Chateau-Raynaud** en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

Visite réalisée le **04/11/2014**

Assurance RCP : GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE N°AL 441804 valide jusqu'au 31/12/2014

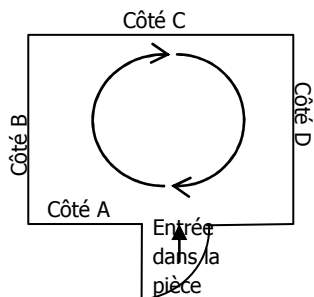
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

**BUREAU VERITAS CERTIFICATION**

60 avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS LA DEFENSE

Certification : n°2559360 délivré par Bureau Veritas Certification valable jusqu'au 16/01/2018

### 1.2. METHODOLOGIE



L'intérieur d'une pièce est repéré par les côtés (côté A, B, C, ...). La visite se fait dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite, de bas en haut. Les ouvertures du côté sont repérées par leur numéro en commençant à gauche par l'élément 1 (porte 1, fenêtre 1, ...)



## APPAREIL A FLUORESCENCE X

Nom du fabricant	OXFORD INSTRUMENTS	
Modèle appareil	HORIZON Pbi n°1	
N° de série de l'appareil	050377	
Nature du nucléide	Cadmium-109	
Date du dernier chargement de la source	15/04/2014	Activité à cette date : 740
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T240252	Date d'autorisation : 01/01/2012
	Date de fin de validité de l'autorisation : 31/12/2016	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Antoine GALLOIS-APG	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Antoine GALLOIS	
<b>Vérification de la justesse de l'appareil</b>		
Date	N° mesure	Concentration en mg/cm <sup>2</sup>

## LOCAUX NON VISITES ET VISITES

Le diagnostic est limité aux locaux et aux éléments rendus accessibles lors de la visite.

1.3. LOCAUX NON VISITES : NEANT

1.4. PIECES ET ELEMENTS EXCLUS DU DIAGNOSTIC : NEANT

## ETAT DE CONSERVATION DES REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB

*Interprétation :*

- Mesures de classe 3 : effectuer les travaux de remise en état
- Mesures de classe 2 : maintenir en bon état
- Mesures de classe 1 : maintenir en bon état
- Résultats de mesures de classe 0 (concentration <1 mg/cm<sup>2</sup>)

## ANNEXES

### Annexe 1 : Références réglementaires

- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- [code de la santé publique](#), notamment les articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12
  - Art. R. 1334-10. - L'auteur du constat de risque d'exposition au plomb établi en application de l'article L. 1334-5 identifie les éléments comportant un revêtement, précise la concentration en plomb de ces revêtements et la méthode d'analyse utilisée pour la mesurer et décrit l'état de conservation des revêtements contenant du plomb, selon un protocole précisé par un arrêté conjoint des ministres chargés du logement et de la santé. Il consigne, le cas échéant, dans le rapport du constat la liste des facteurs de dégradation du bâti mentionnés à l'article L. 1334-5 qu'il a relevés.
  - Lorsque l'auteur du constat transmet une copie du constat au préfet en application de l'article L. 1334-10, il en informe le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.
  - Art. R. 1334-11. - Le constat de risque d'exposition au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié.
  - Art. R. 1334-12. - L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévue par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.
  - Article L1334-9 (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 art. 76 III Journal Officiel du 11 août 2004) (Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 2 I Journal Officiel du 2 septembre 2005).  
Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.



- Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Le vendeur ou son mandataire transmettra une copie du présent rapport, annexes comprises aux occupants et aux personnes appelées à faire des travaux dans l'immeuble.

## Annexe 2 : Notice d'information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

### *Les effets du plomb sur la santé*

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

### *Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb*

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

*Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :*

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

**Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.**



Annexe 5 : Autorisation ASN/DGSNR et attestation du fabricant de la source



RITVERC GmbH
10, Kurchatova st., 194229
St. Petersburg, Russia
tel.: +7-812-297-4483
+7-812-297-2269
fax: +7-812-297-5887
Skype: Ritverc
e-mail: info@ritverc.com
internet: www.ritverc.com

Radioactive sealed sources test report № 4386

Table with columns: Product code, Radionuclide and type of source, Quantity, Nominal activity, Customer. Includes data for X-ray source: Cadmium-109 (109Cd) and a table of serial numbers with photon output measurements.

\* Defined by sensitivity of measuring instruments



(signed) [Handwritten signature]

/Engineer K. Romachevsky/
Issued: 15.04.2014



The Container is sealed by "1-PB"

57Fe, 59Co, 63Ni, 90Sr, 109Cd, 119mSn, 125I, 133Ba, 137Cs, 238Pu, 241Am, 244Cm



DIVISION DE BORDEAUX

Bordeaux, le 04 Janvier 2012.

N° RÉF. : CODEP BDX 2012-004177  
Affaire suivie par : Hervé VISSEUX *JFU*  
Tel : 05 56 00 04 44  
Fax : 05 56 00 04 94  
Mel : herve.visseux@asn.fr

Monsieur ANTOINE GALLOIS  
APG  
109 rue Louis Blanc  
24000 PERIGUEUX

**Objet** : Autorisation d'exercice d'une activité nucléaire à des fins non médicales  
Renouvellement de l'autorisation.

**Réf** : Demande d'autorisation reçue le 24 novembre 2011 et dossier correspondant

*Référence à rattacher dans toute correspondance : T240252*

Monsieur,

Comme suite à votre demande rappelée en référence et en application des articles L. 1333-4 du code de la santé publique et L. 592-20 du code de l'environnement, je vous prie de trouver ci-joint l'autorisation qui vous a été accordée par l'Autorité de sûreté nucléaire.

Vous êtes autorisé à acquérir des sources scellées radioactives qui seront enregistrées au fichier national géré par l'Unité d'expertise des sources de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN/UES). En cas de cession, de transfert de ces sources ou de cessation d'activité, vous devrez impérativement informer l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ainsi que l'IRSN/UES du devenir de ces sources.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,  
et par délégation,  
le Délégué territorial,  
p/e le chef de la division de Bordeaux

Anne-Cécile RIGAIL

**Copies internes :**

- Division
- ASN/DTS

**Copies externes :**

- IRSN/UES (& formulaire d'autorisation)

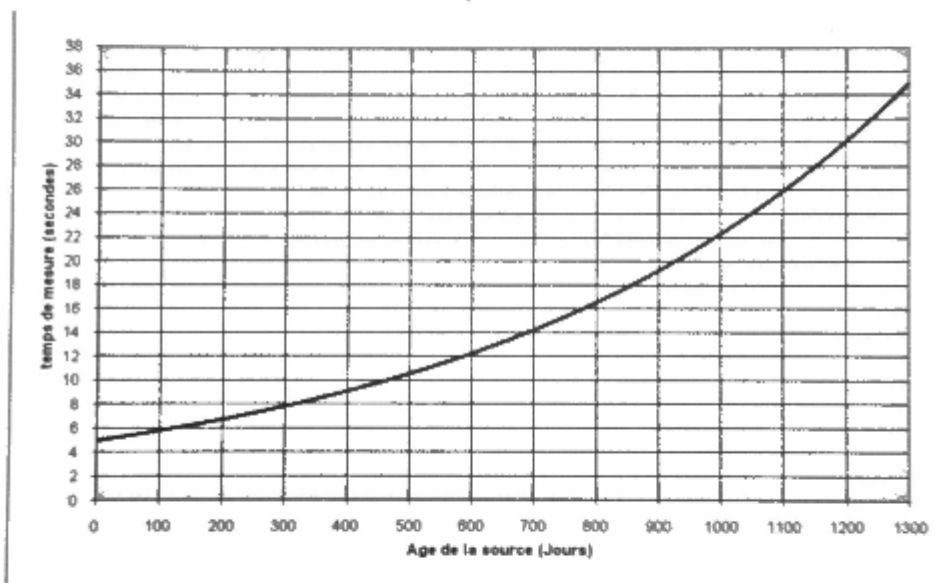
## ATTESTATION DU FABRICANT

Arrêté du 19 Aout 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

L'analyseur portable à fluorescence X Horizon Pbi destiné à l'analyse du plomb dans les peintures est équipé d'une source radioactive scellée Cd 109 de 740 MBq d'activité nominale.

**La durée de vie maximale de la source est de 43 mois.**

Le temps de mesure doit être augmenté au fur et à mesure de la décroissance d'activité de la source conformément au diagramme ci-dessous



Dans ces conditions, l'appareil garantit que 95% des mesures réalisées sur un échantillon standardisé de concentration voisine de 1mg/cm<sup>2</sup> seront compris dans une fourchette de + ou - 0.1 mg/cm<sup>2</sup> de la valeur de cet échantillon.



*The Business of Science®*



## REPERAGE AMIANTE

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti**

*Arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage*

**ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014**

### PROPRIETAIRE

**M. RAAFLAUB Urs**  
**Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC**  
**24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**

### ADRESSE DES LOCAUX VISITES

**MAISON**  
**DOMAINE LOU COUDER**  
**JUILLAC**  
**24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**

### REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



## CONCLUSION

Dans le cadre de cette mission :

Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

**BUREAU VERITAS CERTIFICATION**  
60 avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS LA  
DEFENSE

Certification Diagnostic Amiante : n°2559360 délivré par Bureau Veritas Certification valable jusqu'au 16/01/2018

**Fait à PERIGUEUX**

Le mardi 4 novembre 2014

par **Olivier Chateau-Raynaud** opérateur de diagnostic



**Ce rapport contient 7 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.**  
**Edition en 3 exemplaires.**





## Sommaire

1. Conclusions .....	2
2. Textes de Référence .....	4
3. Objet .....	5
4. Locaux visités .....	6
5. Annexe obligatoire d'Informations dans le cas de la vente d'un immeuble .....	7

## **IMPORTANT**

Ce rapport n'est pas destiné à la réalisation de travaux ultérieurs. Avant toute intervention personnelle ou d'entreprises extérieures, le propriétaire a l'obligation de faire procéder aux investigations complémentaires. Dans le cas de travaux de réhabilitation, rénovation ou démolition partielle ou totale, le propriétaire doit communiquer les documents amiante et en priorité le diagnostic approfondi, aux entreprises, conformément au décret n°2001-1016 relatif à l'analyse de risques des chefs d'établissement et faire procéder à la dépose des matériaux amiantés avant tout début d'intervention, par une entreprise bénéficiant d'une qualification AFAQ ASCERT, QUALIBAT 15-13.

**Ce rapport mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique est valide jusqu'à la réalisation de travaux.**

## 1. CONCLUSIONS

### Dans le cadre de cette mission :

Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante.

**En cas de présence de matériaux et produits repérés hors liste A et liste B**, ceux-ci ne font pas l'objet de recommandation réglementaire. Cependant, ils sont identifiés afin qu'ils soient portés à la connaissance des propriétaires actuel et futur.

### Partie d'immeubles non visitées :

*Toutes les parties d'ouvrage ont été visitées*

### Matériaux ou produits de la liste A

Action à effectuer en fonction du résultat de l'évaluation	Evaluation du repérage
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des flocages	<b>1</b>
Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement	<b>2</b>
Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement des flocages	<b>3</b>

#### Article R1334-17 du code de la santé publique :

En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation mentionnée à l'article R. 1334-16, les propriétaires procèdent :

- Contrôle périodique** de l'état de conservation de ces matériaux et produits dans les conditions prévues à l'article R. 1334-27 ; ce contrôle est effectué dans **un délai maximal de trois ans** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage ;
- Surveillance du niveau d'empoussièrement** dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission, selon les modalités prévues à l'article R. 1334-18 ;
- Travaux** de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article R. 1334-18. **Les travaux doivent être engagés dans un délai de 1 an** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle.



## Matériaux ou produits de la liste B

Action à effectuer en fonction du type de recommandation	Type de recommandation
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du produit ou matériau	EP
Faire réaliser l'action corrective de premier niveau	AC1
Faire réaliser l'action corrective de second niveau	AC2

### Mesures à prendre dans les cas :

**EP :** procéder à l'évaluation périodique des matériaux concernés, cela consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- a) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

**AC1 :** procéder à une remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. L'action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- a) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- a) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- a) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

**AC2 :** L'action corrective concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- a) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- a) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- a) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Les symboles suivants sont utilisés dans ce rapport de repérage et indique une conclusion, les sondages destructifs ou non, l'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante :

Symbole	Désignation
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante <b>sur décision de l'opérateur</b>
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante <b>après analyse</b>
	Produit ou matériau contenant de l'amiante <b>sur décision de l'opérateur</b>
	Produit ou matériau contenant de l'amiante <b>après analyse</b>
	Produit ou matériau susceptible de contenir de l'amiante
	Sondage non destructif
	Sondage destructif
	Bon état ou dégradé
	Evaluation amiante des matériaux de la liste A : 1 ou 2 ou 3
	Evaluation amiante des matériaux de la liste B : EP, AC1 ou AC2

Conformément à la réglementation les laboratoires, agréés par le Ministère de la Santé et accréditation COFRAC (programme 144), sont seuls maîtres de la méthode d'analyse choisie (MOLP, META, MEBA) pour déterminer la présence ou non d'amiante dans les échantillons qui leurs sont transmis, et responsables des résultats induits.



## 2. TEXTES DE REFERENCE

- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- Décret no 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29 et annexe 13-9.
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du Travail.
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique (Version consolidée au 01 novembre 2007 )



### 3. OBJET

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

DONNEUR D'ORDRE	NOTAIRE
<b>Nom</b> : M. RAAFLAUB Urs	<b>Nom</b> : SANS OBJET
<b>Adresse</b> : Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 - SAINT LAURENT LA VALLEE <b>Tel</b> : 0553594851	<b>Adresse</b> : - <b>Tel</b> :

ADRESSE DU BIEN VISITE : DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	
Accès :	Partie : Partie Privative
Type : Maison	Caractéristiques : Jardin
Usage : habitation	Section/parcelle : AE/330/331/332
Date de construction : avant le 1er janvier 1949	<b>En copropriété</b> : Non
<b>Nombre de Niveaux</b> :	Lots :
Supérieurs : 2 niveau(x)	
Inférieurs : aucun niveau inférieur	

Cette mission a été réalisée par notre technicien **Olivier Chateau-Raynaud** en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

Visite réalisée : **entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10**

Documents transmis : **NEANT**

Assurance RCP : GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE N°AL 441804 valide jusqu'au 31/12/2014

Observations générales: NEANT

#### ANNEXE 13-9 –DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE DU PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE

Liste A	
Elément de construction	Prélèvements / Observations
<b>Flocages</b>	Sans objet
<b>Calorifugeages</b>	Sans objet
<b>Faux plafonds</b>	Sans objet

Liste B			
Elément de construction	Composants de la construction	Partie du composant inspecté ou sondé	Prélèvements / Observations
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs).		Sans objet
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres		Sans objet
<b>2. Planchers et plafonds</b>	Planchers		Sans objet
	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.		Sans objet
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)		Sans objet
	Clapets/volets coupe-feu		Sans objet
	Portes coupe-feu		Sans objet
	Vide-ordures		Sans objet
<b>4. Eléments extérieurs</b>	Toitures		Sans objet
	Bardages et façades légères		Sans objet
	Conduits en toiture et façade		Sans objet



## 4. LOCAUX VISITES

Nombre de pièces principales : 15

Nombre total de pièces : 31

Liste des pièces : Habitation principale : Salon, Toilette, Cuisine, Cellier, Mezzanine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Salle de bain, Toilette 2, Chaufferie, Bucher, Buanderie

Gîte les vigneron : Salon, Cuisine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Grenier

Gîte la ferme : Cuisine, Séjour, Dégagement, Salle de bain, Toilette, Chambre, Palier, Chambre 2, Salle d'eau, Chambre 3, Salle d'eau 2, Chambre 4

Gîte la bergerie : Salon, Chambre, Salle d'eau, Cuisine, Dégagement, Salle d'eau 2, Toilette, Chambre 2, Garage

Gîte le jardinier : Chambre, Coin Cuisine, Salle d'eau, Garages

Dépendance : Abri, Abri 2

Extérieurs et annexes : NEANT

### Matériaux de la liste A repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport

N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages D=destructif ND=non destructif		Evaluation de l'état de conservation
							D	ND	
			Aucun matériau						

(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements.

(2) Evaluation : Matériaux de la liste A : 1=Contrôle périodique, 2=Surveillance du niveau d'empoussièrement, 3=Tavaux à réaliser et prise de mesures

### Matériaux de la liste B repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport

N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Composant	Partie de composant	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages D=destructif ND=non destructif		Type de Recommandation
									D	ND	
					Aucun matériau						

(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements.

(2) Type de recommandation : EP= évaluation périodique, AC1=action corrective de premier niveau, AC2=action corrective de second niveau



## 5. ANNEXE OBLIGATOIRE D'INFORMATIONS DANS LE CAS DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).



## ÉTAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES DANS LE BATIMENT

(Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites)

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014


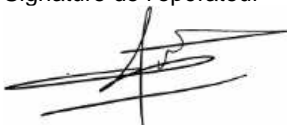
PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



## CONCLUSION

Absence d'indices d'infestation de termites dans le bâti  
Des constatations diverses ont été formulées

Cachet de l'entreprise	Date de visite et d'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment <input type="checkbox"/>
 109, Rue Louis Blanc - 24000 PERIGUEUX Tel. 05 53 09 77 43 - arg.dia@orange.fr	Visite effectuée le : entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10 Fait à <b>PERIGUEUX</b> , le <b>mardi 4 novembre 2014</b> Nom : <b>Olivier Chateau-Raynaud</b> Signature de l'opérateur 

**Ce rapport contient 9 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.  
Edition en 3 exemplaires.**

## Sommaire

A. Désignation du ou des bâtiments.....	2
B. Désignation du client.....	2
C. Désignation de l'opérateur de diagnostic.....	2
D. Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas .....	3
E. IDENTIFICATION DES PARTIES D'IMMEUBLES N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :.....	7
F. Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :.....	7
G. Moyens d'investigation utilisés.....	7
H. Constatations diverses.....	7

### IMPORTANT

Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé, à l'occupant de l'immeuble, l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation. Conformément à l'article L271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

### A. DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Adresse du bâtiment : <b>JUILLAC</b>	<b>Domaine Lou Couder</b>  <b>24170 SAINT LAURENT LA VALLEE</b>	Nombre de Niveaux : Supérieurs : 2 niveau(x) Inférieurs : aucun niveau inférieur	
Référence cadastrale : Lot de copropriété :	<b>AE/330/331/332</b>	Propriété bâtie : En copropriété :	Oui Non
Type: Usage :	Maison habitation	Caractéristiques : Partie :	Jardin Partie Privative
Date de construction :	avant le 1er janvier 1949		

Visite réalisée le **entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10** - temps passé :

Existence d'un arrêté préfectoral

### B. DESIGNATION DU CLIENT

<b>Propriétaire :</b> Nom : <b>M. RAAFLAUB Urs</b> Adresse : <b>Domaine Lou Couder</b> <b>JUILLAC</b> <b>24170 SAINT LAURENT LA VALLEE</b>	<b>Donneur d'ordre :</b> Nom : <b>M. RAAFLAUB Urs</b> Adresse : <b>Domaine Lou Couder</b> <b>JUILLAC -</b> <b>24170 - SAINT LAURENT LA VALLEE</b>
--	---

Cette mission a été réalisée en l'absence d'un représentant du donneur d'ordre

### C. DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

#### Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom : **Olivier Chateau-Raynaud**

#### Société :

Raison sociale: **SARL APG**

Adresse : 109, rue Louis Blanc 24000 PERIGUEUX

SIRET : 448 284 224 00020

Assurance (Nom, N° de police et date de validité) : GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE N°AL 441804 valide jusqu'au 31/12/2014

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

**BUREAU VERITAS CERTIFICATION**

60 avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS LA DEFENSE

Certification : n°2559360 délivré par Bureau Veritas Certification valable jusqu'au 16/01/2018



## D. IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET DES PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS

**Le contrôle est effectué sur les éléments visibles et accessibles sans démontage ni manutention**

Pièces visités dans le bâtiment :

- Liste des pièces : Habitation principale : Salon, Toilette, Cuisine, Cellier, Mezzanine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Salle de bain, Toilette 2, Chaufferie, Bucher, Buanderie
- Gîte les vigneron : Salon, Cuisine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Grenier
- Gîte la ferme : Cuisine, Séjour, Dégagement, Salle de bain, Toilette, Chambre, Palier, Chambre 2, Salle d'eau, Chambre 3, Salle d'eau 2, Chambre 4
- Gîte la bergerie : Salon, Chambre, Salle d'eau, Cuisine, Dégagement, Salle d'eau 2, Toilette, Chambre 2, Garage
- Gîte le jardinier : Chambre, Coin Cuisine, Salle d'eau, Garages
- Dépendance : Abri, Abri 2

Niveau	Parties d'Immeuble Bâties visitées(1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)	Résultat du diagnostic d'infestation (3) et observations	
0	Habitation principale - Salon	Ouv. porte: <b>PVC</b> Dorm. porte: <b>PVC</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Toilette	Ouv. porte: <b>bois</b> Dorm. porte: <b>bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>Tissus tendu</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Cuisine	Ouv. porte: <b>PVC</b> Dorm. porte: <b>PVC</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Cellier	Ouv. porte: <b>bois</b> Dorm. porte: <b>bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>Tissu tendu</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Habitation principale - Mezzanine	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>moquette sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Habitation principale - Chambre	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>moquette sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Habitation principale - Salle d'eau	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Habitation principale - Chambre 2	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>moquette sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.

Niveau	Parties d'Immeuble Bâties visitées(1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)	Résultat du diagnostic d'infestation (3) et observations	
1	Habitation principale - Salle de bain	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Habitation principale - Toilette 2	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>papier peint sur Briques/parpaings &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Chaufferie	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>bois</b> Dorm. fenêtre : <b>bois</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Bucher	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : Plinthes : Murs : <b>Structure bois</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Habitation principale - Buanderie	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>hourdis béton</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte les vigneronns - Salon	Ouv. porte: <b>bois</b> Dorm. porte: <b>bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte les vigneronns - Cuisine	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte les vigneronns - Chambre	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>plancher sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage placoplâtre</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte les vigneronns - Salle d'eau	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>plancher sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>bois</b> Dorm. fenêtre : <b>bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage placoplâtre</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte les vigneronns - Chambre 2	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>plancher sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
2	Gîte les vigneronns - Grenier	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la ferme - Cuisine	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage placoplâtre</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la ferme - Séjour	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>pavés ou pierres</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.

Niveau	Parties d'Immeuble Bâties visitées(1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)	Résultat du diagnostic d'infestation (3) et observations	
0	Gîte la ferme - Dégagement	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Briques/parpaings &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>peinture sur solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la ferme - Salle de bain	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la ferme - Toilette	Ouv. porte: <b>peinture sur PVC</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>enduit sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage placoplâtre</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la ferme - Chambre	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Palier	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>solives et plancher bois</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Chambre 2	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>doublage lambris sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Salle d'eau	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>linoléum sur plancher</b> Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : <b>bois</b> Dorm. fenêtre : <b>bois</b> Volet : Plafond : <b>doublage lambris sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Chambre 3	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>doublage lambris sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Salle d'eau 2	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>linoléum sur plancher</b> Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : <b>bois</b> Dorm. fenêtre : <b>bois</b> Volet : Plafond : <b>doublage lambris sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte la ferme - Chambre 4	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>plancher sur plancher</b> Plinthes : Murs :	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>Tissu tendu sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Salon	Ouv. porte: <b>PVC</b> Dorm. porte: <b>PVC</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Chambre	Ouv. porte: <b>PVC</b> Dorm. porte: <b>PVC</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.

Niveau	Parties d'Immeuble Bâties visitées(1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)		Résultat du diagnostic d'infestation (3) et observations
0	Gîte la bergerie - Salle d'eau	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage placoplâtre</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Cuisine	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>PVC</b> Dorm. fenêtre : <b>PVC</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Dégagement	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Salle d'eau 2	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Toilette	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons &amp; plâtre</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur doublage lambris</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Chambre 2	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>pavés ou pierres</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte la bergerie - Garage	Ouv. porte: <b>bois</b> Dorm. porte: <b>bois</b> Sol : Plinthes : Murs : <b>Briques/parpaings</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte le jardinier - Chambre	Ouv. porte: <b>peinture sur aluminium</b> Dorm. porte: Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte le jardinier - Coin Cuisine	Ouv. porte: <b>peinture sur aluminium</b> Dorm. porte: Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Dorm. fenêtre : <b>peinture sur bois</b> Volet : Plafond : <b>peinture sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
1	Gîte le jardinier - Salle d'eau	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>carrelage sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>carrelage sur Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>peinture sur éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Gîte le jardinier - Garages	Ouv. porte: <b>peinture sur bois</b> Dorm. porte: <b>peinture sur bois</b> Sol : <b>peinture sur béton</b> Plinthes : Murs : <b>Moellons</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>hourdis béton</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Dépendance - Abri	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>terre</b> Plinthes : Murs : <b>Structure bois</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.
0	Dépendance - Abri 2	Ouv. porte: Dorm. porte: Sol : <b>terre</b> Plinthes : Murs : <b>Structure bois</b>	Ouv. fenêtre : Dorm. fenêtre : Volet : Plafond : <b>éléments de charpente</b> Autre : /	• Absence d'indices d'infestation de termites.



- (1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.  
 (2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...  
 (3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

## E. IDENTIFICATION DES PARTIES D'IMMEUBLES N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION : NEANT

## F. IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION :

Vide sous doublage mural et plafond inaccessible, sol sous revêtement inaccessible, maison meublée, par conséquent les sondages n'ont pas été exhaustifs.

## G. MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

La mission se limite aux pathologies du bois d'œuvre de l'ensemble immobilier cadastré sur les parties visibles, accessibles depuis l'intérieur des constructions le jour du contrôle, par sondage des éléments sans démolition, sans dégradations, sans manutention d'objets encombrants, sans déplacement de meubles, appareils électroménager, sans dépose de revêtements de sol, de murs et de faux plafonds.

L'accessibilité des charpentes visibles seulement par détuilage, nécessite l'accord écrit du client et reste à sa charge.

### Les moyens suivants sont utilisés pour détecter une éventuelle présence de termites :

#### Examen visuel des parties visibles et accessibles :

- recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois ;
- examen des produits cellulosiques non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.) ;
- recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

#### Sondage mécanique des bois visibles et accessibles :

- sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.

#### Autres moyens matériels d'investigation :

- : Loupe grossissante x10, échelle 3.60m, combinaison, pic à souche, burin, massette, ciseau à bois....

## H. CONSTATATIONS DIVERSES

Recherche notamment d'indices de présence d'autres agents de dégradation biologique du bois, de présence d'indices d'infestation de termites aux abords immédiats, de fuites d'eau, d'un traitement antérieur, d'un encombrement, etc.

Niveau	Parties d'Immeuble bâties et non bâties visitées (1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)	Résultat du diagnostic d'infestation (3) et constatations
0.1	Habitation principale - Habitation	Linteaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Petite vrillette) .</li> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Hespérophone) .</li> </ul>
0.1	Habitation principale - Buanderie	Solives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Petite vrillette) .</li> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Hespérophone) .</li> </ul>
0.1	Gîte les vigneronns - Gîte	Linteaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Petite vrillette) .</li> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Hespérophone) .</li> </ul>
0.1	Gîte la ferme - Gîte	Linteaux,éléments de charpente,solives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Hespérophone) .</li> <li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Petite vrillette) .</li> </ul>





Niveau	Parties d'Immeuble bâties et non bâties visitées (1)	Ouvrages Parties d'ouvrages et éléments à examiner (2)	Résultat du diagnostic d'infestation (3) et constatations
0.1	Gîte la bergerie - Gîte	Linteaux, éléments de charpente, Poutres	<ul style="list-style-type: none"><li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Petite vrillette) .</li><li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Hespérophone) .</li></ul>
0	Gîte le jardinier - Garages	Linteau	<ul style="list-style-type: none"><li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Grosse vrillette) .</li><li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Pourriture fibreuse) .</li></ul>
0	Dépendance - Abri	Structure bois	<ul style="list-style-type: none"><li>• Indices d'autres agents de dégradation biologique du bois (Capricorne) .</li></ul>

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

Cachet de l'entreprise	Date de visite et d'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment <input type="checkbox"/>
	Visite effectuée le : entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10  Fait à <b>PERIGUEUX</b> , le <b>mardi 4 novembre 2014</b> Nom : <b>Olivier Chateau-Raynaud</b>  Signature de l'opérateur 

Nota. – Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation



## Annexe : références réglementaires et autres informations

Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites

Cet état est établi conformément à la norme NF P 03-201.

**La validité du présent rapport est fixée, par décret, à six mois à compter du jour de la visite.**

*Décret n°2006-1653 du 21 décembre 2006 : « Art. R. 271-5. - Par rapport à la date de la promesse de vente ou à la date de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, les documents prévus aux 1°, 3°, 4° et 6° du I de l'article L. 271-4 doivent avoir été établis depuis moins de six mois pour l'état du bâtiment relatif à la présence de termites. »*

Conformément à l'article L 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

### Autres Informations :

- *le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission ;*
- *L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux*
- *notre responsabilité ne saurait être engagée en cas d'invasions ultérieures des termites au jour de notre visite, ne pouvant notamment préjuger de l'état termites des immeubles ou terrains avoisinants ou mitoyens et des risques de propagation afférents, ni des traitements qui seront éventuellement fait sur ces dits immeubles.*



## ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

en application des articles R134-10 et R 134-11 du code de la construction et de l'habitation et de la norme XP C 16-600

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON - Installation principale DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

## REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



## CONCLUSION

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
- Il n'y a aucune installation électrique.

Durée de validité du rapport : 3 ans

Fait à PERIGUEUX  
Le mardi 4 novembre 2014  
par Olivier Chateau-Raynaud



**Ce rapport contient 9 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.  
Edition en 3 exemplaires.**



## Sommaire

A /	Désignation du ou des immeuble(s) bâti(s).....	2
B /	Identification du donneur d'ordre.....	3
C /	Identification de l'opérateur.....	3
D /	Limites du domaine d'application du diagnostic :.....	3
E /	Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité.....	3
F /	Anomalies identifiées.....	5
G /	Informations complémentaires.....	7
H /	Identification des parties du bien (pièces et emplacements), n'ayant pu être visitées et justification.....	7
I /	Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées.....	8
J /	Informations complémentaires.....	8
	Annexe : Détail des mesures effectuées.....	9

### Contexte réglementaire spécifique « électricité » :

- Code de la Construction et de l'habitation articles L134-7, L271-6, R134-10 à R134-13
- Arrêté du 4 avril 2011 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

**Généralités concernant notre intervention :** L'état des installations intérieures en électricité est effectué en application des articles R134-10 et R 134-11 du code de la construction et de l'habitation de la façon suivante :

« Art. R. \* 134-10.-L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances, en aval de l'appareil général de commande et de protection de l'installation électrique propre à chaque logement, jusqu'aux bornes d'alimentation ou jusqu'aux socles des prises de courant. L'état de l'installation intérieure d'électricité porte également sur l'adéquation des équipements fixes aux caractéristiques du réseau et sur les conditions de leur installation au regard des exigences de sécurité.

« Art. R. \* 134-11.-L'état de l'installation intérieure d'électricité relève l'existence et décrit, au regard des exigences de sécurité, les caractéristiques :

- d'un appareil général de commande et de protection et de son accessibilité ;
- d'au moins un dispositif différentiel de sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre, à l'origine de l'installation électrique ;
- d'un dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit ;
- d'une liaison équipotentielle et d'une installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.

L'état de l'installation intérieure d'électricité identifie :

- les matériels électriques inadaptés à l'usage ou présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension ;
- les conducteurs non protégés mécaniquement.

Il est fait application des dispositions de la norme XP C 16-600 de février 2011 applicable à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

## A / DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLE(S) BATI(S)

Localisation du ou des immeuble(s) bâti(s) :

**MAISON SIS DOMAINE LOU COUDER  
JUILLAC - 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**

Référence cadastrale : **section AE, parcelle 330/331/332**

Désignation et situation du lot de (co)propriété :

Type d'immeuble : **Maison**

Année de construction : **avant le 1er janvier 1949**

Désignation de l'installation	Distributeur d'électricité	Année de l'installation	Alimentée lors du diagnostic
Installation principale	edf	Inconnue	OUI

Locaux visités :

Nombre de Niveaux : **AE/330/331/332**

Pièces visitées : **Habitation principale : Salon, Toilette, Cuisine, Cellier, Mezzanine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Salle de bain, Toilette 2, Chaufferie, Bucher, Buanderie**

**Gîte les vigneron : Salon, Cuisine, Chambre, Salle d'eau, Chambre 2, Grenier**



Gîte la ferme : Cuisine, Séjour, Dégagement, Salle de bain, Toilette, Chambre, Palier, Chambre 2, Salle d'eau, Chambre 3, Salle d'eau 2, Chambre 4  
Gîte la bergerie : Salon, Chambre, Salle d'eau, Cuisine, Dégagement, Salle d'eau 2, Toilette, Chambre 2, Garage  
Gîte le jardinier : Chambre, Coin Cuisine, Salle d'eau, Garages  
Dépendance : Abri, Abri 2  
Extérieurs et annexes : NEANT

## B / IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Identité du donneur d'ordre :

Nom : **M. RAAFLAUB Urs**  
Adresse : **Domaine Lou Couder**  
**JUILLAC - 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE**

Qualité du donneur d'ordre :

- Le propriétaire  
 Le notaire  
 Autre

## C / IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR

Identité de l'opérateur : **Olivier Chateau-Raynaud**  
Nom et raison sociale de l'entreprise : **SARL APG**  
Adresse : **109, rue Louis Blanc, 24000 PERIGUEUX**

N° Siret : **448 284 224 00020**  
Assurance RCP : **GENERALI - SARL DUMAS ASSOCIE N°AL 441804 valide jusqu'au 31/12/2014**

Certificateur :

I.CERT  
Parc Edonia - Bât G  
Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE

Certification de compétences : **n° CPDI 0951 délivré par I.Cert valable jusqu'au 26/01/2014**

## D / LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC :

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles : des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros oeuvre ou le second oeuvre ou masquées par du mobilier), non visibles ou non démontables ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

## E / SYNTHESE DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Visite réalisée : **entre le 04/11/14 12:08 et 04/11/14 12:10**

**L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.**



**L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).**

**Les anomalies constatées concernent :**

- L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.
- Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- La piscine privée.

**L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel-résiduel n'ont pu être effectuées.**

**Constatations diverses (E1/E2/E3) :**

**E.1 - Installations ou parties d'installation non couvertes :**

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme XP C 16-600 :

- Installation ou partie d'installation consacrée à la production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection
- Poste de livraison alimenté par un réseau de distribution publique à haute tension (installations haute et basse tension situées dans le poste de livraison)
- Installation ou partie d'installation soumise à d'autres réglementations (code du travail, établissement recevant du public, etc.) ;
- les circuits de communication, de signalisation et de commande alimentés en très basse tension de sécurité (TBTS) sous une tension  $\leq 50$  V en courant alternatif et 120 V en courant continu sauf pour les piscines et les locaux contenant une baignoire ou une douche. ;
- Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :
  - Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation);
  - Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité);
  - Parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les appareils d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées ;

## E.2 - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés :

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme XP C 16-600 – Annexe C	Motifs(2)
B10.3b	Dans les volumes 0, 1 ou 2, les canalisations ne comportent pas de revêtement métallique ou sont limitées à l'alimentation de matériel installés dans les volumes 0 ou 1.	non visible
B3.3.01b	Elément constituant la prise de terre approprié	non visible
B3.3.02a	Présence d'un conducteur de terre	non visible
B3.3.02b	Section du conducteur de terre satisfaisante	non visible
B3.3.03a	Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de terre, de la liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur la borne ou barrette de terre principale	
B3.3.04b	Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale	non visible
B3.3.04d	Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur éléments conducteurs	non visible
B5.3b	Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire	non visible
B5.3d	Qualité satisfaisante des connexions du conducteur de la liaison équipotentielle supplémentaire sur les éléments conducteurs et masses	non visible

(1) Référence des numéros d'article selon norme XP C 16-600 – Annexe C


## E.3 - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Aucune constatation concernant l'installation électrique et/ou son environnement n'a été formulée


## F / ANOMALIES IDENTIFIEES

- (1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600.
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme XP C 16-600.
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.




### N° Fiche : B3 Prise de terre et installation de mise à la terre


N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B3.3.04a	La connexion à la liaison équipotentielle principale de certaines canalisations métalliques de gaz, d'eau, de chauffage central et de conditionnement, n'est pas visible.		
B3.3.06a	Des circuits ne comportent pas de conducteur de protection relié à la terre. <i>Prises de courant</i> 	B3.3.06.1	Lorsque les conducteurs de protection reliés à la prise de terre ne sont pas distribués ou partiellement (B.3.3.6 a), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre : • protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.

**N° Fiche : B6 Respect des règles liées aux zones dans chaque local contenant une baignoire ou une douche**

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B6.3.1a	<p>Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).</p> 		

**N° Fiche : B7 Matériels présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension**

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B7.3a	<p>Des enveloppes de matériels sont manquantes ou détériorées.</p> 		
B7.3c1	<p>Des conducteurs ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent.</p> 		
B7.3d	<p>L'installation électrique comporte des matériels électriques dont les parties actives nues sous tension sont accessibles. <i>Dominos</i></p> 		

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B8.3a	L'installation comporte des matériels électriques vétustes. <i>Prises de courant à fusible</i> 		

## G / INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

N° Article (1)	Libellé des informations
<b>B11.a1</b>	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.
<b>B11.b2</b>	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600.

## H / IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMBLEMENTS), N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pas pu être visitées			
Niveau	Pièce	Emplacement	Justification
	Aucune		

## I / OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS EN FONCTION DES ANOMALIES IDENTIFIEES

Correspondance avec le groupe d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B1	<b>Appareil général de commande et de protection</b> : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger, d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.
B2	<b>Protection différentielle à l'origine de l'installation</b> : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B3	<b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b> : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B4	<b>Protection contre les surintensités</b> : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peuvent être à l'origine d'incendies.
B5	<b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B6	<b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B7	<b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b> : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un capot, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B8	<b>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage</b> : Ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B9	<b>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b> : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B10	<b>Piscine privée</b> : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600

## J / INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Correspondance avec le groupe d'informations (2)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B11	<b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique</b> : L'objectif est d'assurer rapidement la mise hors tension de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle des mesures classiques de protection contre les chocs électriques (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, imprudence ou défaut d'entretien.....). <b>Socles de prise de courant de type à obturateurs</b> : L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

(2) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600



## ANNEXE : DETAIL DES MESURES EFFECTUEES

Cette annexe est donnée à titre d'information, ne fait pas partie de la norme XP C 16-600.  
Les mesures indiquées ci-dessous est un extrait des mesures réalisées lors du diagnostic.

Détail des mesures et relevés : NEANT



## ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES

En application des articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement  
et de l'arrêté du 19 mars 2013 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005  
portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement  
de l'état des risques naturels et technologiques

ETABLI LE MARDI 4 NOVEMBRE 2014

PROPRIETAIRE	ADRESSE DES LOCAUX VISITES
M. RAAFLAUB Urs Domaine Lou Couder JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE	MAISON DOMAINE LOU COUDER JUILLAC 24170 SAINT LAURENT LA VALLEE

REF DOSSIER : ATPEGZ-14-1431



Fait à PERIGUEUX  
Le mardi 4 novembre 2014  
par **Olivier Château-Raynaud**



# Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ mis à jour le \_\_\_\_\_

## informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

### 2. Adresse

Domaine Lou Couder  
JUILLAC

code postal 24170  
ou code Insee

commune  
SAINT LAURENT LA VALLEE

### 3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels **prescrit** <sup>1</sup> oui  non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels **appliqué par anticipation** <sup>1</sup> oui  non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels **approuvé** <sup>1</sup> oui  non

<sup>1</sup> si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

inondation  crue torrentielle  mouvements de terrain  avalanches   
sécheresse  cyclone  remontée de nappe  feux de forêt   
séisme  volcan  autres \_\_\_\_\_

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

\_\_\_\_\_

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels <sup>2</sup> oui  non
- <sup>2</sup> si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés  oui  non

### 4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **prescrit** <sup>3</sup> oui  non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **appliqué par anticipation** <sup>3</sup> oui  non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **approuvé** <sup>3</sup> oui  non

<sup>3</sup> si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :

mouvements de terrain  autres \_\_\_\_\_

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

\_\_\_\_\_

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers <sup>4</sup> oui  non
- <sup>4</sup> si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés  oui  non

### 5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques **prescrit** et non encore approuvé <sup>5</sup> oui  non
- <sup>5</sup> si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique  effet thermique  effet de surpression

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques **approuvé** oui  non
- extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

\_\_\_\_\_

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques <sup>6</sup> oui  non
- <sup>6</sup> si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés  oui  non

### 6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement

- > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5  zone 4  zone 3  zone 2  zone 1
- forte moyenne modérée faible très faible

### 7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique

en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente  oui  non

## vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur RAAFLAUB Urs  
rayer la mention inutile Nom Prénom

9. Acquéreur - Locataire \_\_\_\_\_

10. Lieu / Date à \_\_\_\_\_ le 04/11/2014

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.



## Qui doit, quand et comment remplir l'état des risques naturels, miniers et technologiques ?

### Quelles sont les personnes concernées ?

- Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

### Quand ? ?

- L'état des risques est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier bâti ou non bâti.

### Quel est le champ d'application de cette obligation ?

- Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :
  1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
  2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
  3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
  4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

### Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
  - la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte;
  - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
  1. la note de présentation du ou des plans de prévention ;
  2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
  3. le règlement du ou des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
  4. une fiche ou un état des risques naturels, miniers ou technologiques mentionnant la zone de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 définie par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché en mairie de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
  - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques (n,m ou t) ;
  - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
  - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

### Qui établit l'état des risques ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de colocation, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

### Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne aussi la réalisation des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

### Comment remplir l'état des risques ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale et d'autre part le compléter des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés et travaux prescrits réalisés dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR.

### La conservation de l'état des risques

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

Prévention des risques naturels, miniers ou technologiques, pour en savoir plus, consultez [www.prim.net](http://www.prim.net)

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Arche Nord 925055 La Défense cedex  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr>

# CERTIFICATIONS

**BUREAU VERITAS**  
Certification



Certificat  
Attribué à

**Monsieur Olivier CHATEAU RAYNAUD**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

## DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
<b>Amiante</b>	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	17/01/2013	16/01/2018
<b>DPE sans mention</b>	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	18/11/2013	17/11/2018
<b>Gaz</b>	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	17/04/2013	16/04/2018
<b>Plomb sans mention</b>	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	17/01/2013	16/01/2018
<b>Termites métropole</b>	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification	17/01/2013	16/01/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : [www.bureauveritas.fr/certification-diag](http://www.bureauveritas.fr/certification-diag)



Date : 19/11/2013  
Numéro de certificat : 2559360

**Jacques MATILLON**  
Directeur Général

*P/O Couder*

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 93046 Paris La Défense  
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 58 - 66573 Carthage Cedex

**cofrac**



CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N°4-0017  
partie-diagnostica  
[sur www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

# CERTIFICAT DE COMPETENCES DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

N° CPDI 0951

Version03

Je soussigné  
Philippe TROYAUX,  
Directeur Général d'I.Cert,  
atteste que :

**Monsieur Olivier CHATEAU-RAYNAUD**

Est certifié(e) selon le référentiel dénommé Manuel de certification de personnes I.Cert pour la réalisation des missions suivantes :

*Electricité*

**Etat de l'installation intérieure électrique**

Date d'effet : 27/01/2014, date d'expiration : 26/01/2019

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire  
Le 04/04/2014





# ATTESTATION D'ASSURANCE



**ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE  
DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER**

Nous, soussignés GENERALI dont le siège social est situé 7 Boulevard Haussmann 75456 PARIS, Le Cabinet DUMAS & Associés attestons garantir par contrat N° AL441804.

Nom de l'assuré : APG

Demeurant : 109, rue Louis Blanc 24000 PERIGUEUX

contre les conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE CIVILE pouvant lui incomber du fait de ses activités professionnelles de **Diagnosticneur Immobilier**.

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

- Les activités énumérées par l'article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation et listées ci-dessous, que ce soit dans le cadre de la vente d'un bien ou en dehors de la vente

<b>Le Constat de risque d'exposition au Plomb</b>	<b>Le Diagnostic Performance Energétique (DPE)</b>
<b>Le repérage d'amiante (avant transaction, avant/après travaux et démolition, dossier technique amiante)</b>	<b>L'Etat de l'installation intérieure d'électricité</b>
<b>La présence de Termîtes</b>	<b>Etat des risques naturels et technologiques</b>
<b>L'Etat de l'installation de Gaz</b>	<b>Le Contrôle des installations d'Assainissement NON collectif</b>
➤ Le mesurage Loi Carrez / Loi Boutin / Loi Scellier	
➤ Les activités complémentaires suivantes :	
<b>La présence d'insectes xylophages et de champignons lignivores</b>	<b>Certificat aux normes de Surfaces et d'Habitabilité et Prêt à Taux Zéro</b>
<b>Etat descriptif de division</b>	<b>Certificat des travaux de réhabilitations et Investissement locatif dans le neuf et l'ancien (Dispositions Robien &amp; Borloo)</b>
<b>Etat des lieux locatifs</b>	<b>Contrôle d'Assainissement Collectif</b>
<b>Analyse de la teneur en plomb de l'eau potable</b>	<b>Loi SRU : Dossier de diagnostic technique pour mise en copropriété d'Immeubles de plus de 15 ans</b>
<b>Diagnostic Radon</b>	<b>Etat du dispositif de sécurité des piscines</b>
<b>Infiltrométrie</b>	<b>Calcul des Millèmes de Copropriété</b>

- En option, les activités suivantes si elles sont mentionnées aux conditions particulières :

<b>Relevé de côte et de plan de l'existant</b>	<b>Prise de mesure</b>
--	------------------------

**MONTANT DE LA GARANTIE :**

Tous Dommages Confondus : 2.000.000 € par année

Dont 1.300.000 € par sinistre et 1.500.000 € par année d'assurance pour les dommages matériels et immatériels

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2013 au 31 Décembre 2013

Elle ne peut engager l'assureur au-delà des termes et limites du contrat d'assurance, et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

Fait à Périgueux, le 20 Décembre 2012  
Pour faire valoir ce que de droit  
GENERALI PAR DELEGATION

**SARL DUMAS ET ASSOCIES**  
**ASSURANCES P.O.**  
78, rue V. Hugo - 24000 PERIGUEUX  
Tél. 05 53 35 79 30 - Fax 05 53 35 79 39  
ORIAS 09032800



## ATTESTATION D'INDEPENDANCE

Je soussigné, **Olivier Chateau-Raynaud**,

Atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité ainsi qu'à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à mes services, ni avec aucune entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'a été demandé d'établir l'un des document du DDT (dossier de diagnostics techniques),

Atteste disposer des moyens tant en matériel qu'en ressource humaine nécessaires à l'établissement des documents du DDT (dossier de diagnostics techniques).

Fait à Périgueux, le mardi 4 novembre 2014

**Olivier Chateau-Raynaud**